

La Géorgie un an après : l'Europe doit-elle pavoiser ?

La lecture de la seule rubrique « Débats » du « Monde » fait apparaître des points de vue très contrastés. Pour Bernard Kouchner et Pierre Lellouche (08-08-09), *L'Europe stratégique est née en Géorgie*, rien de moins, le sous-titre, *Elle suppose volonté commune et moyens*, n'introduisant aucune réserve à cette belle proclamation... A l'inverse, Natalie Nougayrède, du service international du quotidien, dans son analyse intitulée *Un an après la guerre Russie-Géorgie* (même date), nuance le propos ; la phrase mise en exergue est révélatrice : « L'Union européenne peine toujours à déployer une stratégie. Elle est pourtant seule en première ligne dans le Caucase, avec 250 observateurs ». Quant aux libres opinions formulées d'une part par Françoise Thom, maître de conférences en Histoire à Paris IV (*La France doit-elle armer la Russie ? Ne soyons pas naïfs avec Moscou*) (07-10-09) et d'autre part par un groupe de signataires dont le tête de liste est Vaclav Havel, (*Le test Géorgien, un nouveau Munich ?*) (23-09-09), elles sont aux antipodes du premier point de vue cité. Entre les deux, retenons « la leçon » d'Heidi Tagliavini, diplomate suisse chef de la mission internationale d'enquête sur le conflit en Géorgie : *Le conflit géorgien : une leçon pour l'Europe. La guerre de 2008 était prévisible et évitable.* (02-10-09). Rappelons que cette mission avait été voulue par l'UE. Elle a remis son rapport le 30 septembre, renvoyant en quelque sorte les deux parties dos à dos, sans toutefois épargner la Géorgie, clairement désignée comme ayant ouvert les hostilités.

Peut-on donc se faire une opinion ? Pour cela, partons du point de vue exprimé par Heidi Tagliavini et de l'article que le bureau européen du « Monde » a consacré au rapport de la mission dans l'édition du même jour. La mission se montre également sévère pour la Géorgie et ses adversaires russes, abkhazes et ossètes, mais on retiendra surtout le gros mensonge de Mikheil Saakachvili qui avait voulu justifier l'intervention des troupes géorgiennes dans les régions séparatistes par « l'invasion » russe. Cette constatation ne va pas contribuer à améliorer la position du président géorgien à l'intérieur comme à l'extérieur de son pays... Notons quelques phrases significatives du rapport : l'offensive de la Géorgie aura été le « point culminant d'une période de tensions et de provocations ». « L'action militaire russe au-delà de l'Ossétie du Sud a été conduite pour l'essentiel en violation du droit international » (« Le Monde » précise, « en particulier après la signature, le 12 août, d'un cessez-le-feu entre le président russe et son homologue géorgien, sous l'égide de Nicolas Sarkozy, qui présidait alors les Vingt-Sept. ») « Toutes les parties du conflit en Ossétie du Sud ont violé le droit humanitaire international et les droits fondamentaux ». Enfin, le rapport note qu'en dépit du cessez-le-feu, « le contexte politique pour un règlement du conflit est devenu plus difficile après la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud comme Etats indépendants » par la Russie et que « le risque d'une nouvelle confrontation demeure sérieux. » Dans son point de vue, Heidi Tagliavini porte un regard critique sur les quinze années précédant le retour à la guerre, sur le « forcing » exercé tant par les Russes avec la distribution de passeports à la population ossète et abkhaze que par la Géorgie avec son réarmement intensif et ses soutiens internationaux un peu « visibles » (NDR...) L'analyse centrale de la diplomate est que, pendant toute cette période où pourtant la communauté internationale était physiquement très présente, elle a, « y compris le Conseil de sécurité, détourné ses regards... Le décor était donc planté pour une confrontation violente. » Et elle enchaîne : « A l'époque où la diplomatie préventive était considérée à juste titre comme une priorité, il faut avouer que le conflit de 2008 était prévisible et évitable. » Elle ajoute, et sur ce point votre modeste chroniqueur n'est pas d'accord, qu'« aujourd'hui tout le monde a perdu. » (Honnêtement, les Russes ont tout gagné, y compris l'éloignement de la date où la

Géorgie pourrait raisonnablement faire accepter sa candidature à l'OTAN. Et quel avertissement pour d'autres pays situés dans « l'étranger proche »...)

Peut-on s'étonner dans ces conditions de la tonalité des deux opinions « extrêmes » ? Il ne s'agit peut-être pas d'« un nouveau Munich », mais il est sans doute « primordial de ne pas se tromper dans les signaux envoyés au pouvoir russe » et, en effet, (Françoise Thom), au moment où la France veut vendre cette année à la Russie un porte-hélicoptère de classe Mistral, il est permis de se demander s'il « est bien sage d'armer un pays qui vient de dépecer un Etat voisin, la Géorgie, et qui ne fait pas mystère de ses intentions de restaurer, de gré ou de force, son hégémonie sur l'ensemble de l'espace ex-soviétique ? »...D'autant qu'il est révélateur de prendre note à ce sujet de l'avis du chef de la marine russe, Vladimir Vyssotski : « Un navire de type Mistral permettra d'accroître considérablement la combativité et les capacités de manœuvre de la marine russe. Lors des événements d'août 2008, ce navire aurait permis à la flotte russe de la mer Noire d'accomplir sa mission en quarante minutes au lieu de vingt-six heures. » (Diable !...)

Alors, ce cocorico gouvernemental est-il justifié ? « Tranche »-t-il vraiment « positivement avec la longue impuissance européenne manifestée lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie » ?...Certes, Nicolas Sarkozy, en tant que « Président de l'Union », (comme toute la presse elle-même avait fini par l'appeler alors qu'il assumait la présidence tournante du Conseil européen...) s'était précipité à Moscou pour obtenir un cessez-le-feu. Il a certes réussi, mais à quel prix ? Une victoire sur toute la ligne de la Russie qui s'est assise sur les accords...

En conclusion, aucun bellicisme dans cette analyse : l'Europe ne peut pas faire l'économie d'un dialogue constructif avec cette grande nation qu'est la Russie, mais ce dialogue doit être critique et exigeant, en particulier sur l'indispensable respect des droits de l'homme et de la souveraineté des ses voisins...

Jean-Jacques Pascal(08-10-09)